

Bien que l'intervention du Gouvernement ait provoqué du chômage dans tout le pays cette situation est le plus aiguë à Windsor, et les événements survenus à cet endroit constituent un exemple très frappant de ce qui survient dans plusieurs autres parties du pays. A Windsor, où sont concentrées la plupart des usines qui fabriquent des voitures et des pièces de voiture, le contre-coup de ces restrictions s'est naturellement fait sentir plus fortement que dans plusieurs autres coins du pays. Quelle solution le Gouvernement offre-t-il à ces problèmes? Que laisse-t-il espérer aux gens atteints de cette façon? Il leur laisse entendre qu'il leur facilitera généreusement le passage de la frontière et qu'ainsi les gens sans emploi au pays pourront se rendre aux États-Unis. C'est toute la solution que le Gouvernement offre aux gens qui sont sans emploi précisément à cause de la politique inopportune qu'il a adoptée.

Peu importe que ces événements touchent peu le reste du pays, nul Canadien ne peut tirer beaucoup d'orgueil ni de satisfaction de l'attitude du Gouvernement qui se contente de conseiller à ceux qu'il a dépossédés de leur emploi, de quitter leur pays. On nous a dit que le Canada a besoin d'augmenter sa population. Je le crois. Le ministre de l'Immigration l'affirme. Si le gouvernement du Canada ne peut rien trouver de mieux pour pallier les inconvénients nés de sa propre intervention, le moins qu'on puisse dire, en vérité, c'est que cela constitue une manifestation singulièrement éloquente des divergences d'opinion au sein du cabinet lui-même ainsi que de l'extrême confusion dans laquelle il se débat en s'attaquant au problème intérieur le plus grave auquel nous ayons à faire face.

S'il est un argument qui souligne particulièrement la nécessité de supprimer ces restrictions, c'est la situation lamentable en matière d'habitation qui résulte de la sévérité des restrictions au crédit. Le ministre de l'Immigration annonce avec orgueil que, pour les huit premiers mois de cette année, le Canada a accueilli plus d'immigrants que pour toute autre période correspondante depuis la guerre. Pourtant, au même moment, nous assistons à une baisse régulière et inquiétante dans la construction de nouveaux logements. S'il est un domaine où il importe au plus haut point de supprimer tous les obstacles artificiels, c'est bien celui du logement. Nous manquons terriblement de maisons pour notre population actuelle. Jamais la crise du logement n'a été plus aiguë qu'aujourd'hui. Il nous faut en effet des maisons pour ceux qui nous arrivent, comme pour ceux que nous invitons à venir. Le Canada possède les

matières premières et les talents qu'il lui faut. A cause du chômage provoqué par le Gouvernement, le nombre des ouvriers disponibles a augmenté; d'autres nous arrivent sans cesse, par milliers, et c'est le Gouvernement lui-même qui les fait venir. Ce qui s'impose donc, c'est que le Gouvernement supprime les entraves qu'il a dressées, modifie les dispositions relatives à l'hypothèque aux termes de la loi nationale sur l'habitation, et autorise la réalisation d'un programme sérieux et complet de construction d'habitations partout dans le pays.

Le ministre des Finances a une formule pour lutter contre l'inflation. Elle fait bon effet. Elle remet en honneur de vieux principes fondamentaux. Parlant dernièrement, à Montréal, au congrès annuel d'une de nos plus importantes associations féminines, il a souligné l'importance de l'épargne comme un des moyens de combattre l'inflation. Il a dit que le montant pouvait ne pas sembler important dans un cas en particulier, mais que l'accumulation d'un grand nombre de petites économies produirait un résultat très appréciable.

Est-ce trop espérer qu'en cette circonstance le ministre des Finances ait parlé au nom du Gouvernement, et que ses paroles témoignent d'un changement d'attitude de la part du Gouvernement? Car enfin c'est ce que nous cherchons à faire comprendre au Gouvernement depuis quelque temps, à propos des dépenses de l'État. Chaque fois que nous avons réclamé l'établissement d'un comité de la Chambre ou d'une commission qui eût pour fonction d'examiner les frais de l'administration publique et l'organisation commerciale de l'État, on nous a demandé de dire en quels domaines les économies se réaliseraient. Nous avons signalé où l'on pourrait réaliser bien des économies. Nous avons signalé, et je signale de nouveau, que le Gouvernement pourrait économiser des millions de dollars simplement en supprimant les organismes inutiles de propagande qu'il maintient, en comptant sur ce qu'il accomplit vraiment plutôt que sur les réalisations que lui attribue une propagande stipendiée.

Je ne pense pas qu'un seul membre de la Chambre, par ses contacts ici ou partout ailleurs au Canada, n'ait pas connaissance d'une question qui pourrait donner lieu à des économies. Peut-être ne s'agirait-il que d'économies assez petites. C'est justement de celles-là dont le ministre des Finances a parlé. Le point que le ministre a si habilement soulevé à Montréal s'applique certainement avec une force immense au gouvernement lui-même, lequel comporte une multitude d'activités que ne connaîtra jamais la ménagère.